Le Fédéralisme dans les Balkans : Une option impossible ?

Ovidiu Pecican
Historien

Professeur à l'Université « Babeş-Bolyai »

Cluj-Napoca

Apparemment, la Péninsule balkanique est vite devenue « la poudrière des Balkans », d'après la formule qu'on lui a donnée aux temps modernes. Dans le monde thrace-illyre évoqué par les poèmes homériques et les divers fragments conservés en grec, de même que dans le monde de l'Hellade – mis par Fr. Nietzsche sous le signe de la polarité apollinien – dionysiaque et saisi par Thucydide en plein conflit – il s'est agi d'univers où la langue et les traditions communes n'avaient pas empêché les cités-Etats et les différents souverains de se trouver dans une situation de belligérance presque permanente. Les instruments diplomatiques grâce auxquels on avait parfois évité cette situation – des traités d'alliance et de la fondation de ligues ambitieuses jusqu'aux… jeux olympiques (dans le cas spécifique des Grecs) – n'ont pas réussi à vaincre le préjugé de « l'étranger » tout au long de l'histoire, en laissant la région en proie à une destinée trouble. Ni le grand succès de l'émergence d'une culture helladique dont beaucoup de composantes ont été transmises, d'une manière heureuse, à une Rome pleine d'admiration envers le « miracle grec », ni le succès de la continuité millénaire de la domination romaine dans les Balkans, sous la forme de l'Empire byzantin, n'ont épargné aux habitants de ce qu'on appelle de nos jours l'Europe du sud-est, les guerres fratricides, aux sorts changeants, dans lesquelles la victoire dépendait en général de la dynamique déconcertante des réalignements et des arrangements ; et cela, non seulement entre les armées impliquées, mais aussi à l'intérieur de ces armées mêmes. Après le déclin de l'Athènes antique et païenne, cette Europe orientale méditerranéenne n'a plus connu le culte de l'égalité civique et de la démocratie que sous les formes amendées imposées par l'occupant romain. Plus tard, la position des basilei à la tête non seulement de l'Etat, mais aussi de l'Eglise chrétienne, selon un modèle théologique-politique en concordance avec le modèle exposé par Pseudo-Denys l'Aréopagite, a façonné d'une manière profonde la mentalité et la sensibilité de l'homo balcanicus. Ni même l'installation, à partir du VI^{e} siècle, des tribus slaves venues du nord du Danube n'a pu changer le monde des inégalités où celui-là a constamment vécu, la hiérarchie médiévale de Byzance – forme d'iniquité sociale à quoi venaient s'ajouter les conséquences économiques d'une fiscalité proverbiale. Tout au contraire, les structures sociales gentiliques des nouveaux venus ont peu à peu reculé devant les structures byzantines, le monde circonscrit par la Mare Nostrum et le fleuve Danubius (Istros, selon certains) gagnant des langues nouvelles, des traditions et des croyances spécifiques.

C'est la IV^{e} Croisade qui a pourtant constitué le véritable grand événement dans l'ordre politique du Moyen Age. Le remplacement de l'Empire byzantin par l'Empire romain de Constantinople, en 1204, de même que l'avidité des héritiers locaux de se faire substituer aux croisés en tant que successeurs au trône, rendu vacant de force,

BDD-A2232 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:55:45 UTC)

de l'empereur grec, ont conduit à ce qu'on pourrait identifier comme une première expérience de type confédératif. L'émergence du nouveau pouvoir balkanique des Vlaques de la région Trnovo, l'attraction des Bulgares slavisés qui avaient conservé l'idée impériale à partir déjà du premier tzarat, de même que l'affiliation du considérable pouvoir militaire des Coumanes transdanubiens ont constitué les composantes mises au service de l'affirmation d'une nouvelle formation politique connue de nos jours sous le nom – partiellement correct – du « Second Tzarat bulgare ». Tout au long d'environ deux décennies, jusqu'à la mort du tzar vlaque Ioniță Caloian (1197-1207), le nouveau tzarat – catholique, à partir de 1204, grâce à l'investiture du pontife romain et à la fondation d'une patriarchie propre – a représenté un étonnant exemple de coopération politique et militaire entre les Vlaques, les Bulgares, conservateurs de la tradition impériale sud-slave, et les cavaliers nomades coumanes. L'assimilation de l'élément vlaque par la population bulgare (phénomène inauguré peu après 1238, l'année du retour de l'Etat bulgare à l'orthodoxie) et l'anéantissement de la force militaire coumane pendant l'invasion tatare-mongole de 1241-1243 ont pourtant mis fin à une expérience de type confédératif affirmée avant la lettre, à une époque où les Etats représentaient plutôt l'expression territoriale et juridique-administrative de la volonté princière. Sous peu, on chassa les Latins des Balkans (1269), on restaura la ville de Byzance pour qu'elle agonise près de deux siècles encore, alors que les nouveaux héritiers du pouvoir du Bosphore, les Turcs, firent leur entrée en Europe.

La conquête de Constantinople par le sultan Mehmet II (1453) a engendré la restriction de l'aire du christianisme au profit d'une île islamique. En même temps, paradoxalement, la domination ottomane s'est pourtant révélée comme un régime de tolérance partielle qui, outre ses crises passagères, n'a pas annihilé l'identité ethnique ou religieuse des peuples conquis. A partir de ce moment, plusieurs siècles durant, l'effort des Grecs, des Slaves, même des Roumains établis au nord du Danube – englobés à leur tour, vers le milieu du XVI^{e} siècle, à l'Empire du Croissant – s'est appliqué dans la direction de leur délivrance. Associés, à la fin du XVI^{e} siècle, à la guerre menée par les Habsbourgs contre le sultan, dirigés ensuite, surtout aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, vers l'Empire russe, les espoirs de libération des chrétiens balkaniques ont connu, tour à tour, leur concrétisation visible. Cette concrétisation constituait pourtant une brèche par rapport à l'expérience historique connue jusque-là ; de plus, il s'agissait d'une rupture façonnée par les moules occidentaux de pensée politique. En se forgeant des Etats nationaux, les peuples, impatients de faire célébrer leur voix distincte à l'intérieur du chœur universel des peuples du sud-est de l'Europe, suivaient la logique de forte résonance culturelle et politique de Herder. L'instrument le plus propre pour arriver à cette fin semblait être l'Etat national, d'autant plus que celui-ci signifiait aussi les temps modernes, comme son modèle occidental le prouvait.

Avant la domination ottomane, ni les Bulgares, ni les Serbes, ni même les Grecs – peuple aux ambitions impériales ouvertement affirmées – n'avaient mis en avant de tous les critères, celui de la cohésion ethnolinguistique de la communauté. Plus d'une fois, leurs formations politiques ont connu des formes plurielles ou ont englobé d'autres ethnies aussi. Soutenues par les nouvelles modes culturelles, à partir des poésies du soi-disant barde celtique Ossian (écrites, en fait, par le moderne McPherson) jusqu'au bonheur avec lequel Goethe découvrait la poésie populaire serbe, tout en commençant à rêver d'un même type de vie qu'en Occident, les élites sud-est européennes ont adopté en toute ferveur la formule en vogue, sûres du fait qu'il y avait là le remède au sous-développement. Mais, comme George Schöpflin le montrait, « [u]na dintre consecințele modernității incomplet percepute este sensul de dependență față de ceea ce este văzut drept puternicul Vest » [une des conséquences de la modernité insuffisamment assimilée c'était le sens de dépendance envers ce que l'on percevait comme le puissant Ouest]. D'où, chez les peuples de cette région, les complexes, les fantasmes, les espoirs et les hantises associés au rapprochement de l'Ouest – ou au refus d'un tel geste.

BDD-A2232 © 2006 Gerflint

Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:55:45 UTC)

La solution qu'on a trouvée à la fin de la Grande Guerre – il s'agissait de la réunion dans une forme étatique commune –, dans les territoires habités par les Slaves, au sud du Danube, n'a pas concerné la Bulgarie. Les guerres balkaniques avaient eu lieu seulement quelques années auparavant, et le laps de temps était trop court pour que quelqu'un puisse imaginer ce pays, allié des Pouvoirs Centraux, à qui la paix de Bucarest (1913) avait infligé des pertes, rejoindre une confédération aux côtés de ses anciens adversaires. Ce que l'on a pourtant réussi à faire, ce fut de regrouper les autres Slaves dans une Yougoslavie bourgeoise promettant d'être – vu la généalogie commune de ses peuples et la communauté de langue (selon des critères d'ordre ethnique par conséquent) – un foyer accueillant pour tout le monde. A partir de l'entre-deux-guerres, il était déjà de l'ordre de l'évidence que les différences religieuses, de tradition politique et même de mentalité constituaient des obstacles sérieux mis devant une évolution à long terme placée sous le signe d'une fédération. La nouvelle guerre n'a fait que changer les tensions en conflit ouvert entre les Tchetniks serbes et les Oustachis croates, tout en annonçant les rebellions sanglantes de la fin du XX^{e} siècle, rebellions qui ont accompagné la chute du communisme est-européen dans un pays où, il n'y a pas si longtemps, Josip Broz Tito faisait figure de garant de l'harmonie orchestrée par le totalitarisme rouge.

Dans ces conditions, la question qui se pose de manière légitime me semble être la suivante : Pourquoi le nationalisme, l'ethnocentrisme herderien, une philosophie politique née et développée en Occident, a-t-il connu un succès durable dans le Sud-est et l'Est de l'Europe, alors que la modernisation administrative – qui supposait la séparation des pouvoirs de l'Etat et la laïcisation de celui-ci, de même que la mise en pratique d'un certain type de rapports entre le citoyen et l'Etat – est restée incomplète ? Allant dans la direction d'une réponse adéquate à cette question, il se pourrait bien que nous comprenions mieux l'échec de la solution fédérale dans l'ex-Yougoslavie et la prudence – pour n'en pas dire plus – des peuples balkaniques envers le fédéralisme.

Intéressé par la question du profil de l'Europe du Sud-Est, George Schöpflin essayait de donner une définition à la région en cause selon plusieurs critères dépassant le simple critère géographique. Il invoque en ce sens « granițele culturale, istorice, lingvistice, administrative, politice » [les frontières culturelles, historiques, linguistiques, administratives, politiques] qui, tout en agissant d'une manière cumulative, tracent des lignes de démarcation difficiles à franchir (p. 224). Par conséquent, la manière de vivre des communautés habitant à l'intérieur de telles frontières se caractérise par des habitudes pareilles, par des solutions similaires proposées aux questions problématiques, par des façons identiques ou très proches de définir les stratégies et d'interpréter les expériences. Ces communautés deviennent des membres d'un réseau commun de significations et reproduisent les styles de penser communs de même que les mondes-pensées construits sur la base de ces processus. Les communautés respectives sont réelles et donnent naissance à des normes culturelles, tout en exposant des qualités bien définies qui ne cessent de se reproduire perpétuellement. Les normes culturelles de ce type « stabilesc un set de presupoziții refutabile, adeseori codate în lumea implicită a credinței adevărate nervuri culturale » [établissent un ensemble de présuppositions réfutables, codées souvent, dans le monde implicite de la foi, en tant que véritables nervures culturelles]. Sans qu'elles soient ni absolues ni déterministes, elles mettent en question tout refus, la légitimation des idées contraires aux normes culturelles établies étant difficile et parfois même destinée à la marginalisation (ibidem). C'est en vertu de ces acquisitions que les peuples balkaniques ont accueilli, dans leurs grandes lignes, d'une manière pareille les grands encadrements idéologiques et culturels de la modernité, le nationalisme, le communisme et le capitalisme individualiste libéral.

Dans le cas du nationalisme, envisagé théoriquement comme une formule vouée à faire résonner la voix de chaque nation à l'intérieur d'un chœur de nations qui, virtuellement, gagnerait la mappemonde tout entière, il s'agissait d'une idée à applicabilité potentielle universelle. A cette idée défendue par les couches de la bourgeoisie démocratique et

BDD-A2232 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:55:45 UTC)

libérale du sud-est de l'Europe, le communisme – envisagé théoriquement par d'autres représentants du même type de bourgeoisie, mais beaucoup plus radicaux – a opposé un autre type d'universalisme : l'internationalisme prolétaire destiné à effacer les inégalités sociales et à donner un aspect égalitaire, jugé plus juste, au monde qui est le nôtre. Les deux collectivismes – l'un régi par des critères comme la langue et les traditions communes, l'autre par la solidarité des travailleurs, mobilisés dans le but d'une meilleure répartition des résultats de leur travail, disposant aussi d'une autre vision sur la propriété – s'opposaient en fait à l'individualisme libéral et pragmatique dynamisé par les penseurs et les praticiens du pragmatisme américain. La victoire, en 1989, de ce dernier, qui a promu les Etats-Unis à une position de leader incontestable et a scellé le passage du bipolarisme à l'unipolarisme, a infirmé le nationalisme de même que le communisme (ou le véritable socialisme) oriental, en signalant l'impuissance des Etats de l'Europe Orientale à surmonter la crise de système. Au lieu de choisir d'une manière ferme l'adoption des solutions de type capitaliste, à travers des réformes – chirurgicales, là et au moment où cela s'imposait – destinées à faire relancer leurs économies et à résoudre, à moyen ou long terme, leurs problème sociaux, ces Etats ont péniblement surmonté la confusion où le moment (1989) et ultérieurement, la chute de l'URSS les avaient précipités. Ils ont fait preuve d'hésitation dans la modification de leurs cadres économiques, d'une volonté et d'une aptitude de changement politique modéré, et ont cherché des palliatifs à cet état de choses dans la direction du populisme, du nationalisme et de la démagogie.

Parallèlement à ce processus – que certains experts ont nommé « transition postcommuniste » vers une économie de marché, mais qui mériterait une appellation plus appropriée dès lors qu'on peut maintenant constater que, pour certains de ses protagonistes, il s'est même transformé dans un autre cadre relativement stable d'autoconservation des élites anciennes et, partiellement, des mécanismes sociaux et politiques anciens – l'Ouest négociait rapidement un type de construction fédéraliste partageant certains traits avec les Etats-Unis, alors que d'autres traits rendaient évidente sa propre spécificité : l'Union Européenne. L'Europe centrale englobée et son avancement vers l'Est, tout cela pendant une période de temps d'à peine plus d'une décennie, l'UE a pourtant enregistré des difficultés significatives, susceptibles de donner à réfléchir à ses nouveaux voisins orientaux. Parmi ces hésitations, partiels échecs et tergiversations, je me permets de rappeler quelques exemples symptomatiques : les quelques rejets par referendum de l'adhésion à l'UE – c'est le cas de quelques Etats occidentaux, les scandales de corruption concernant de hauts fonctionnaires de Bruxelles, l'incapacité des pays formant le noyau dur de l'Union de surmonter la crise économique, les attitudes divergentes des pays membres quant à l'intervention américaine en Irak, les désaccords sur la question de l'adoption d'une constitution européenne etc.

Il se peut que le point sensible de l'UE, du point de vue des pays balkaniques, soit pourtant l'hésitation éprouvée par l'Union dans la prise en charge critique de son propre passé. Ces pays, qui, dans les grandes guerres de l'époque moderne et contemporaine, n'ont fait que se rallier à l'un ou l'autre des camps diplomatiques et militaires de l'Europe occidentale, regardent d'un œil inquiet la manière dont le nationalisme xénophobe est ressuscité et dont se manifestent publiquement les réactions de dénégation de l'holocauste. Les poussées antiglobalistes sont inquiétantes à leur tour. Il ne s'agit pas de quelque formule éthique par laquelle l'Est voudrait imposer sa propre grille de valeurs à l'Ouest ; malheureusement, la véhémence xénophobe – évidente dans le traitement appliqué, en multiples endroits, aux minoritaires ethniques, confessionnels, antisémites (paradoxalement dans des pays que la majorité de la population juive avait déjà quittés pendant la période communiste) et nostalgiques-communistes, se manifestent ici d'une manière bien plus forte. Toutefois, ce qui suscite, au niveau officiel aussi bien qu'au niveau populaire, le manque de foi envers l'Ouest, c'est justement la sensation de la mise en pratique d'un double discours. Les monitorisations occidentales dans les pays de l'Europe de l'Est et du Sud-est laissent souvent la sensation que les envoyés de l'UE

BDD-A2232 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:55:45 UTC)

y appliquent une grille plus dure que dans leurs pays mêmes. Avec le souvenir des décennies de propagande communiste antioccidentale, de même qu'avec celui du mythe de la trahison occidentale de Yalta, qui ont laissé aux tanks soviétiques la voie libre de pénétrer dans des pays tels que la Roumanie, enregistrant d'un œil critique la non-intervention occidentale dans la Hongrie de l'année 1956 et dans le Tchécoslovaquie de l'année 1968, ce regard ne manque pas non plus de découvrir la faiblesse et l'incohérence occidentales manifestées à l'occasion du conflit qui a conduit au démembrement de la Yougoslavie et a culminé avec le bombardement de la capitale serbe.

Membres de plusieurs « fédérations » – celle qui les a transformés en satellites plus ou moins fidèles du pouvoir soviétique après la Deuxième Guerre mondiale, et celle qui, dans le cas spécifique de l'existence à l'intérieur de l'état fédéral yougoslave, a fait obstacle à leur développement propre – les peuples balkaniques témoignent d'une grande prudence face à un nouveau projet qui exigerait évidemment de leur part qu'ils renoncent à un pan des attributs de leur souveraineté, tout en occupant une place secondaire dans la prise des décisions communes. Si, au lieu de se résumer à l'implémentation de l'Agenda 2000 dans les pays qui viennent d'adhérer à l'Union ou désirant le faire, réservant pour l'avenir une éventuelle implémentation dans les autres pays balkaniques, l'UE creusait le processus de transformation de ses propres sociétés dans le sens aussi d'une critique personnelle des tares qu'elle blâme chez les nouveaux venus, en invitant à la discussion des représentants de ces sociétés, il est probable que les réticences, formulées ou tacites, concernant la nouvelle expérience fédéraliste diminueraient au bout d'un certain temps, en transformant « les parents pauvres » de l'union en partenaires authentiques, dont on apprécie le discours et les expériences historiques.

Un seul exemple dans ce sens : la difficulté de concevoir une UE moins méfiante en ce qui concerne l'existence des Musulmans y habitant, transparaît non seulement dans la conduite adoptée pour gérer la question des islamistes impliqués dans la guerre de l'ex-Yougoslavie ou la question de l'adhésion à la politique américaine en Irak, mais aussi dans le dialogue engagé avec la Turquie, suite à la sollicitation de ce pays d'entrer dans la communauté européenne. Pour surmonter cet obstacle de mentalité, on pourrait convoquer avec profit l'expérience de coexistence balkanique entre l'islam et l'orthodoxie, et entre ceux-ci et le catholicisme et le protestantisme. Cette coexistence n'a pas toujours été le résultat d'une politique imposée d'en haut, mais a connu de multiples composantes négociées par les communautés et les individus (j'hésite à les appeler « civiques » pour un passé prémoderne et même moderne façonné selon des modèles autres que les modèles occidentaux, dans lesquels les individus n'étaient pas encore des citoyens, mais n'étaient pas non plus de simples entités dépourvues d'initiative; les preuves en sont les multiples révoltes dirigées contre les dominants, ou les formules confessionnelles d'organisation des communautés que les dominants maîtrisaient, toléraient, mais n'initiaient pas). Dans un passé comptant des siècles entiers, où la règle était la coexistence pacifique et non pas la crise ou le conflit, on pourrait trouver assez d'inspiration pour imaginer des stratégies de tolérance voire de rapprochement.

La transformation d'une véritable civilisation du don, comme l'est la civilisation orientale (d'où proviennent, dans des formes poussées à l'extrême, les pratiques de soudoyer ou de donner des pots-de-vin – de la corruption en général), en une civilisation de type contractuel, comme c'est le cas de l'Occident, présuppose un examen attentif et la prospection des comportements les plus appropriés pour remplacer les représentations actuelles sur la justesse dans les relations sociales et dans la conduite publique. On ne peut le faire qu'ensemble, en condamnant partout ce qui est condamnable, à l'Ouest de même qu'à l'Est, et en stimulant l'ingéniosité orientale pour multiplier les solutions dont dispose l'Ouest afin de bâtir un climat de calme et de prospérité sociale dans l'Europe tout entière. Dans une telle perspective, le projet fédéraliste pourrait connaître du succès dans son procès d'implémentation profonde,

BDD-A2232 © 2006 Gerflint

Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:55:45 UTC)

dans le seul intérêt de forger un avenir commun profitable, dans le sud-est de l'Europe aussi, au-delà des convenances rhétoriques que les discours officiels proposent.

Bibliographie

- Dobrescu, Caius, « De-definind Europa de sud-est », *Provincia 2001. Anthologie*, Târgu-Mureş, Ed. Pro Europa – Târgu-Mureş, 2003, pp. 315-327;
- Crampton, R. J., *Europa răsăriteană în secolul al XX-lea… şi după*, Bucureşti, Ed. Curtea Veche, 2002;
- Glenny, Misha, *The Balkans, 1804 – 1999. Nationalism, War and the Great Powers*, London, Granta Books, 2000;
- Goldsworthy, Vesna, *Inventarea Ruritaniei. Imperialismul imaginaţiei*, bucureşti, Ed. Curtea Veche, 2002;
- Kolarz, Walter, *Mituri şi realităţi în Europa de Est*, Iaşi, Ed. Polirom, 2003;
- Pecican, Ovidiu, « Europele marginii terestre », in *Provincia 2001. Anthologie*, Târgu-Mureş, Ed. Pro Europa – Târgu-Mureş, 2003, pp. 231-241;
- Rusan, Romulus (éd.), *Anii 1961-1972: Ţările Europei de Est între speranţele reformei şi realitatea stagnării*, Bucureşti, Fundaţia Academia Civică, 2001, série "Analele Sighet", n°9;
- Rusan, Romulus (éd.), *Anii 1973-1989: Cronica unui sfârşit de sistem*, Bucureşti, Fundaţia Academia Civică, 2003, série « Analele Sighet », n°10;
- Schöpflin, George, « Europa de sud-est: definirea conceptului », in *Provincia 2001. Anthologie*, Târgu-Mureş, Ed. Pro Europa – Târgu-Mureş, 2003, pp. 224-230;

BDD-A2232 © 2006 Gerflint

Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:55:45 UTC)